

EJ En hommage à Suzanne Citron (1922-2018)¹

Laurence DE COCK - Professeure agrégée dans un lycée parisien, chargée de cours à l'université Paris VII, associée au laboratoire ECP, université Lyon II.

Charles HEIMBERG - Professeur de didactique de l'histoire et de la citoyenneté, université de Genève.

« En réalité, tant qu'on n'aura pas pris conscience, au ministère, de la nécessité de modifier les structures d'élaboration pour permettre, en ce qui nous concerne, l'interpénétration des matières et la coordination entre les ordres d'enseignement, nous crierons dans le désert du surcloisonnement.

La volonté de créer des liens entre l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire doit être proclamée non seulement pour que cesse le décalage entre les cultures mais parce que l'enseignement supérieur vient de reconnaître officiellement sa vocation à assurer “une formation psycho-pédagogique à tous les futurs enseignants” [...]. Sans contacts organiques avec le secondaire, la création par l'enseignement supérieur “dès la rentrée de sections de sciences de l'éducation” risque, si le schéma général de surcloisonnement n'éclate pas, de n'aboutir qu'à des conférences en vase clos, faites par des spécialistes de “l'éducation”, et ne permettra pas d'assurer à chaque enseignant la capacité à dominer sa propre culture pour l'actualiser, la renouveler et la transmettre à des jeunes. L'organisation systématique du recyclage indispensable de tous les enseignants ne sera pas prévue. »

Suzanne Citron, « Dans l'enseignement secondaire : pour l'aggiornamento de l'histoire-géographie, *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 23^e année, N° 1, 1968, pp. 141-142 [Dans une brève note finale à cette chronique, Fernand Braudel précise qu'il l'approuve « avec enthousiasme »].

¹. Cette chronique des enjeux d'histoire scolaire est une adaptation d'un texte de Laurence De Cock, « Suzanne Citron, une historienne résistante, pédagogue et critique », parue dans *L'École émancipée*, N° 61, mai-juin 2018, pp. 8-9.

Il nous faut tisser ensemble la trajectoire d'une femme, d'une enseignante engagée et d'une intellectuelle pour restituer ici la part de ce qui doit être accueilli comme une contribution déterminante à la pensée sur l'école et l'enseignement de l'histoire. Suzanne Citron est morte à 95 ans ; autant dire que la traversée du siècle n'est pas ici qu'une expression convenue. Née au lendemain de la Première guerre, dans une famille bourgeoise, juive, laïque, Suzanne Grumbach, à l'époque, est élevée dans le culte de la République radicale, dans toutes ses dimensions, y compris coloniale. La conviction d'une République infaillible lui est tellement chevillée au corps que la défaite et l'armistice de 1940 lui sont insupportables. Les lettres à son père en témoignent : l'arrivée de Pétain est pire qu'une trahison, elle est un basculement, pour la jeune lycéenne, vers le monde adulte ; de la naïveté à la responsabilité froide et grave d'une jeune juive contrainte de fuir la zone occupée. Suzanne raconte tout cela dans son dernier ouvrage, *Mes lignes de démarcation* (2003). En 1942, étudiante à Lyon, elle s'engage auprès de la Résistance après un cours magistral d'Henri-Irénée Marrou² où ce dernier propose un vibrant plaidoyer pour la démocratie à travers l'exemple des modèles politiques antiques. Elle rejoint alors

les réseaux chrétiens de gauche ; l'étincelle était donc venue d'un historien. Arrêtée et enfermée en 1944 dans le camp de Drancy, elle échappe par miracle à la déportation et au convoi pour Auschwitz. Mais sa sœur adorée, Jeanine, racontait qu'à la Libération, Suzanne n'avait plus souri pendant un an. Cette période de la guerre est ainsi fondatrice. Petite-fille du président de la cour d'appel de Paris, Suzanne assiste au procès de Pétain ; une page a dû se tourner à ce moment-là et rendre toute forme de compromission inconcevable. L'esprit de résistance ne la quitte plus.

C'est en pleine guerre d'Algérie qu'elle prend conscience des distorsions entre la réalité et des programmes d'histoire qu'elle trouve déconnectés, voire mensongers, et c'est en testant sur ses élèves les méthodes traditionnelles, élitistes, de la dissertation et de l'appris par cœur qu'elle réalise à quel point tout cela est barbant, inutile, contre-productif³. Prise par les devoirs d'une jeune maman, Suzanne Citron ne publie que des articles et des tribunes entre les années 1950 et la fin des années 1960. Beaucoup figurent dans la jeune revue née en 1945, les *Cahiers pédagogiques*, ou dans la revue *Éducation nationale*, aujourd'hui disparue. Ils traitent autant des penseurs des programmes que des pratiques ou des dysfonctionnements

structurels de l'institution. À cette époque, Suzanne se passionne pour les travaux des sciences de l'éducation et les écrits des psychologues dans la lignée de Piaget. La démocratisation scolaire – qui est déjà au cœur des débats sur l'école – est sa ligne de mire : l'enseignement de l'histoire doit devenir accessible à tous les élèves, en finir avec son élitisme, et procéder à son *aggiornamento*. Le mot est lancé en 1967 dans la revue de la Société des professeurs d'histoire-géographie (SPHG) avec un article intitulé « Pour l'*aggiornamento* de l'histoire-géographie »⁴. L'article fait mouche et il est repris l'année d'après dans la prestigieuse revue des *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, paraphé par Fernand Braudel, directeur de la revue, qui affirme comme nous l'avons souligné plus haut son complet accord avec les propos qui y sont développés. En substance, la critique dit ceci : les programmes encyclopédiques sont totalement désajustés de la recherche scientifique, ennuyeux et en complète opposition avec la vocation démocratique de l'école. Suzanne Citron y plaide ainsi pour une refonte de ces programmes à l'aune des sciences sociales et des travaux pédagogiques. A-t-elle été entendue ? L'époque, on le sait, est à la fébrilité pré et post-soixante-huitarde. L'école est percutée de plein fouet par le vent de mai. Lycéens et enseignants

sont fortement mobilisés, et Suzanne n'est pas en reste : elle met en place des cours alternatifs, écrit, participe à des collectifs et est totalement intégrée à des groupes de réflexion qui ont l'oreille ministérielle. La réflexion purement corporatiste n'est alors pas de mise : c'est tout un système qui doit être réformé, ce qui est notamment défendu au colloque d'Amiens en mars 1968, mais aussi au colloque plus oublié de Sèvres en décembre, pour lequel, au culot, Suzanne était allée démarcher Edgar Faure qui l'avait chargée d'écrire, au nom du ministre, la déclaration d'ouverture !

Le premier livre de Suzanne Citron, au titre évocateur, *L'École bloquée*, paraît en 1971 dans la foulée de cette période et synthétise ses réflexions globales sur le système éducatif. L'ouvrage est remarqué jusqu'à Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, les deux auteurs de *La Reproduction* qui entrent en dialogue épistolaire avec elle (les lettres sont conservées dans ses archives). Dans la tradition autogestionnaire, Suzanne y plaide pour l'autonomie des établissements, le décloisonnement des classes, la prise en compte des acquis des sciences de l'éducation et surtout pour la décentralisation d'une administration héritière de la période napoléonienne ; une obsession qui ne la quittera plus jusqu'à ses dernières et très récentes tribunes⁵. Même si ces

². Une partie du discours de Marrou du 5 novembre 1942 est retranscrite ici : <https://blogs.mediapart.fr/michel-pinault/blog/081216/henri-marrou-avenir-imprévisible-et-lecons-de-lhistoire> (consulté le 19 juin 2018, comme les références ci-après).

³. Sur l'histoire des pratiques pédagogiques en histoire, voir Laurence De Cock, *Sur l'enseignement de l'histoire, programmes, débats et pratiques*, Paris, Libertalia, 2018.

⁴. C'est aussi de cet article que tire son nom le collectif Aggiornamento histoire-géographie fondé en 2011 chez Suzanne Citron. Voir son site <https://aggiornamento.hypotheses.org/>.

⁵. Suzanne Citron, « L'État français est-il républicain ? » http://www.libération.fr/debats/2016/04/27/l-etat-francais-est-il-republicain_1449025 (*Libération*, 27 avril 2016).

préoccupations ne s'estompent pas, c'est toutefois vers l'enseignement de l'histoire que se tournent les principales réflexions de Suzanne à la fin des années 1980. Le contexte est à la politisation de la question de l'immigration et de l'intégration. La République connaît-elle une crise de l'intégration ? Y a-t-il une spécificité de l'immigration coloniale et post-coloniale ? La laïcité est-elle mise en péril par la religion musulmane ? Toutes ces questions posées par les débats politiques et médiatiques – dans lesquelles nous sommes encore englués – se configurent à ce moment et interrogent la place de l'école et de l'enseignement de l'histoire traditionnellement tourné vers des enjeux civiques et identitaires. Suzanne prend ce sujet à bras-le-corps et entame une longue réflexion sur ce qui deviendra en 1987 son ouvrage majeur : *Le Mythe national*, réédité trois fois à ce jour⁶. Dans cet ouvrage, elle s'interroge sur le désajustement entre des programmes d'histoire encyclopédiques, franco-centrés, englués dans une matrice de récit national incubé sous la Troisième République et une réalité française ouverte à la diversité et à l'accueil de populations venues d'ailleurs. Elle montre comment s'est construite cette narration d'un *soi français* quasi aveugle au monde qui l'entoure, surplombant, et rendant invisible la pluralité sociale et culturelle. Suzanne Citron s'attelle ainsi à formaliser une analyse

très précise de la construction du récit national au XIX^e siècle, de son passage dans les classes et de ses pesanteurs. Ce faisant, elle pose la question d'une fabrique mythologique prompte à produire un sentiment d'appartenance nationale mais reposant sur des postulats historiques faux, à commencer par celui d'une « France toujours déjà là ». *Le Mythe national* a ceci de particulier qu'il met en regard la production académique et les programmes et manuels scolaires dont l'auteure dépouille un nombre impressionnant sur une période s'étendant du XIX^e siècle aux années 1980. De la sorte, Suzanne Citron ne produit pas seulement une réflexion de nature historiographique, mais aussi un travail majeur sur l'histoire de l'éducation, montrant notamment que cette matrice du roman national perdure bien au-delà de la Troisième République. Or, c'est peu de dire que la réception académique d'une telle posture est fraîche. L'ouvrage apparaît à la corporation des historiens comme trop militant, pas assez dans les clous ; argument décisif – et tellement usité de nos jours encore – pour discréditer un travail dont on peut sans doute discuter quelques affirmations, mais qui ne cède en rien aux exigences scientifiques. Quoi qu'il en soit, Suzanne Citron, peu soucieuse des mondanités du milieu, a toujours su maintenir vivants ces questionnements et articuler ses engagements et ses écrits.

6. Suzanne Citron, *Le Mythe national. L'histoire de France revisitée*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2017 [1987].

L'un de ses livres, *L'histoire des hommes* (1996)⁷, a d'ailleurs été écrit pour les adolescents ; il propose un autre récit que le mythe national, amarré à une histoire de l'humanité sur le temps long. Non contente d'une posture de chercheuse critique, Suzanne Citron avait donc aussi sauté le pas de la contre-proposition. Et ce ne fut pas la moindre de ses décisions courageuses quand on sait le peu de

vertus que le monde universitaire reconnaît à la vulgarisation.

Résistante dans sa jeunesse, ayant échappé de peu à la Déportation, Suzanne Citron, devenue passeuse d'histoire et de mémoires, était bien placée et trouvait dans sa propre biographie de quoi inspirer sa belle manière de faire en sorte de développer une histoire scolaire de toutes et tous pour toutes et tous, pour que chacun puisse en tirer du sens.

7. Le pdf de cet ouvrage, ainsi que l'article susmentionné de Suzanne Citron dans les *Annales*, sont disponibles ici : <http://www.unige.ch/fapse/edhice/textesenligne/>.